



Équipes Populaires
8 rue du Lombard 5000 Namur

Contrastes



PB-PP
BELGIË(N) - BELGIQUE

Bureau de dépôt :
5000 Namur mail.
N° d'agrément : P 204078

► N° 199 Bimestriel ■ Juillet-Août ■ 2020 ◀

* NUMÉRO SPÉCIAL :

30 questions
(et plus)
autour de la
Déclaration
du *Front*



NON AU RETOUR À L'ANORMAL

ILLUSTRATIONS :

Pascal Lemaître est un auteur et illustrateur indépendant basé en Belgique. Son travail éditorial a paru dans *The New Yorker*, *The New York Times*, *Le Monde*, *Libération*, *Le 1*, *Lacroix*, *Astrapi*, *J'aime Lire*, *Pom d'Api* et *Dorémi*, parmi de nombreuses autres publications. Il est aussi illustrateur de livres pour enfants aux Editions *L'Ecole des Loisirs/Pastel*.

Il a illustré aux éditions de l'Aube :
 Entre vos mains, texte de Toni Morrison
 La Marseillaise, texte d'Edgar Morin
 Dialogue sur la nature humaine, texte d'Edgar Morin et Boris Cyrulnik
 La part du colibri, texte de Pierre Rabhi
 Dessine-moi un homme, texte de Stéphane Hessel et Pascal Lemaître
 Site Internet : www.pascallemaitre.com

Depuis le début de la crise sanitaire, les visions du « monde d'après » se multiplient, des plus conservatrices aux plus progressistes, des plus pessimistes aux plus optimistes. Ce qui semble clair, c'est que rien n'est gagné et que les espoirs les plus fous du début de crise seront le résultat d'un rapport de force imposé par un large mouvement social. Aucune solution n'est « neutre » en matière d'égalité et de justice, par exemple. Il est trop tôt pour disposer d'une photographie de l'ensemble des dégâts économiques et sociaux posés par la pandémie. Quelles sont les capacités de la gauche à "Faire front" pour proposer un nouveau modèle de société, pour inventer un avenir plus social et plus durable ?

Beaucoup de luttes sont antérieures à cette crise. Les revendications pour un accroissement des moyens humains et financiers dans les soins de santé en sont un bon exemple. Différentes initiatives ont vu le jour. La plus large coalition, à laquelle les EP adhèrent et qui rythme cette publication s'appelle « Faire Front ». Elle regroupe des acteurs sociaux issus de nombreux secteurs. Elle souhaite travailler dans la durée et devenir un lieu de convergence de luttes et un lieu de travail commun, d'interpellation mais aussi de soutien à des initiatives portées par des fractions de cette coordination, voire d'autres acteurs. Un secteur associatif fort et convergent est essentiel pour l'interpellation des politiques. Cette convergence n'est jamais gagnée et automatique. D'autres initiatives de convergences sont essouffées. Il faudra jouer avec la volonté d'unité et le respect des spécificités. « Faire Front » veillera à ce que les réponses données par les pouvoirs politiques ne soient pas celles des vieilles recettes de façon à aborder les enjeux actuels mais aussi à donner des réponses différentes. Lors de crises précédentes, souvent avec la complicité de partis de gauche, les gouvernements ont mené des politiques d'austérité au détriment des travailleurs et allocataires sociaux frappant souvent durement les femmes.

Mais le refus des vieilles recettes n'est pas suffisant. La gauche doit pouvoir mettre à l'agenda des mesures concrètes qui s'inscrivent dans une rupture avec le passé en rencontrant la nécessité de la justice sociale et climatique. Il s'agit de renforcer les droits dans une série de matières. Outre la sécurité sociale, il faudra aussi travailler à la diminution des écarts de revenus, à l'accès à la culture ou à un logement de qualité, à la régularisation des sans-papiers, à l'amélioration de la démocratie et à de nombreux autres chantiers indispensables.

Mais tout cela nécessite la construction de stratégies communes alors que la gauche ne représente que 42% des élus au fédéral et que le patronat et ses alliés ont un autre agenda qui est à l'opposé de celui de la gauche. L'unité des progressistes demandera, au-delà de la formulation de propositions novatrices et solidaires, d'instaurer un rapport de force indispensable pour avancer vers un « autre demain ».

Paul Blanjean

Equipe de rédaction :

Claudia Benedetto, Paul Blanjean, Laurence Delperdange, Guillaume Lohest, Monique Van Dieren

Rédactrice en chef : *Monique Van Dieren*

Mise en page : *Hassan Govhian*

Editeur responsable :

*Paul Blanjean, 8, rue du Lombard
 5000 - Namur - Tél : 081/73.40.86
 secretariat@equipespopulaires.be
 Prix au n° : 4 €*

Pour s'abonner (Contrastes + Fourmilère) :
 Versez 20 € au compte BE46 7865 7139 3436
 des Equipes populaires, avec la mention :
 "Abonnement à Contrastes" + votre nom

FAIRE FRONT



AVIS AUX LECTEURS

Après deux numéros de *Contrastes* édités au cœur de la crise sanitaire, nous avons choisi de poursuivre la réflexion sur l'après Covid au départ d'une analyse largement partagée par le monde progressiste belge francophone. Cette analyse est le fruit d'une réflexion collective de 500 personnalités et associations qui ont signé début avril une carte blanche intitulée *Gérer l'urgence puis réinventer l'avenir*.

<https://plus.lesoir.be/291488/article/2020-04-01/gerer-lurgence-puis-reinventer-lavenir>

Mais ces associations ne comptaient pas en rester à une simple déclaration dans la presse. Des syndicalistes, des membres d'associations, de collectifs, des citoyens engagés, ont décidé d'approfondir la réflexion collective en rédigeant un "cahier des charges" et de lancer un front de luttes. Parmi elles, les *Equipes Populaires* participent à cette démarche unitaire qui vise à créer une force capable de concrétiser des conquêtes sociales et une rupture écologique.

En tant que partenaires du *Front*, il nous a semblé important de partager cette déclaration fondatrice le plus largement possible et de mettre en débat quelques enjeux importants pour le monde d'après Covid : pourquoi le modèle agricole actuel est-il intenable ? Comment réveiller la démocratie endormie ? La sécurité sociale est nécessaire, mais est-elle suffisante ? Comment faire mouvement social dans la durée ? 30 questions (et plus) sont abordées dans ce dossier en marge de la déclaration du *Front*. Ces questions ne sont qu'effleurées et leur choix est arbitraire ; bien d'autres peuvent être développées. A vous de poursuivre l'exercice, seul.e ou en groupe... lorsque les conditions sanitaires nous permettront enfin de nous réunir pour penser l'après Covid ensemble, et faire front dans les combats qui s'annoncent dès la rentrée sociale.

Pourquoi parle-t-on de « bataille des récits » ?

Les habitués des émissions de débat politique entendent cela souvent : on parle de « récits », d'histoires, de « narratifs ». Qu'est-ce que cela peut donc bien vouloir dire ? La politique n'est-elle pas avant tout une affaire d'idées et d'actes ? Que viennent faire des « histoires » là-dedans ?

Selon Christian Salmon, auteur du livre *Storytelling* (2007), la présidence de Ronald Reagan aux États-Unis, et plus encore celle de Bill Clinton ensuite, ont transformé la politique en art de raconter des bonnes histoires mobilisatrices. Que cela nous plaise ou non, cette transformation n'est pas une simple mode : elle s'enracine dans la nature humaine.

Dès l'aube de l'humanité, et chacun individuellement dès sa naissance, les êtres humains vivent au sein de « récits » qui fondent des communautés, des cultures. Les idées, les projets que nous avons, les actes que nous réalisons s'inscrivent dans des schémas plus profonds qui peuvent être assimilés à des « histoires ». Par exemple, nous agissons tous plus ou moins consciemment à l'intérieur du récit matérialiste du rêve américain (travailler, gagner de l'argent, fonder une famille, acheter une maison, l'agrandir, partir en vacances, etc.).

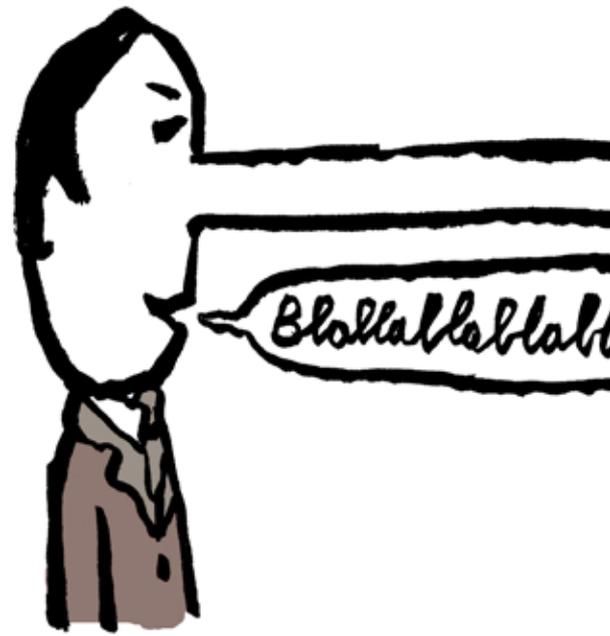
Qu'est-ce que l'hégémonie culturelle ?

Selon le théoricien marxiste italien Antonio Gramsci, c'est en gagnant la bataille sur le plan de l'imaginaire que l'on gagne la bataille politique. On parle de la conquête de l'hégémonie culturelle. Rien ne sert aux groupes sociaux dominés d'obtenir un rapport de forces favorable si leur vision du monde est la même que celle des pouvoirs en place.

Les syndicats, par exemple, n'ont-ils pas été longtemps coincés dans un tel paradoxe, quand leurs revendications concernaient l'augmentation du pouvoir d'achat ? Et quand nous exigeons une meilleure redistribution des richesses, ne restons-nous pas en partie dépendants du récit capitaliste de la croissance ?

N'est-il pas nécessaire, dès lors, d'inventer un autre narratif de la situation, qui raconterait les biens communs et les services publics à préserver de toute urgence ? Cela pourrait-il devenir la source des politiques publiques, en lieu et place de l'impératif de croissance ?

I. COMMENT EN SOMMES-NOUS ?



Une crise, qu'elle soit économique, politique, sanitaire, est toujours l'occasion d'une confrontation des récits. En fonction d'où nous parlons, de ce que nous représentons, de notre situation sociale, nous ressentons et racontons différemment les causes, le déroulement ou les conséquences de la pandémie liés au Coronavirus.

En 2008, le monde progressiste dans sa large diversité a perdu cette bataille des récits. Les inégalités économiques croissantes et la mauvaise gestion des banques n'ont pas été considérées durablement comme les causes de la crise. Rapidement, on a voulu nous faire croire que la crise bancaire et la dette privée étaient une « crise de la dette publique ».

Ce mensonge a déterminé l'évolution économique, sociale et démocratique de l'Europe notamment. Les dispositifs de protection sociale, les services publics ou encore la culture, jugés trop chers, ont été sommés de se serrer la ceinture.

Cette nouvelle cure d'austérité a fait des ravages dans notre système de santé, nos services publics et notre sécurité sociale, et a préparé les crises suivantes avec le macabre résultat que nous connaissons



aujourd'hui. Elle a par contre permis aux milieux d'affaires, aux actionnaires, aux banques, aux multinationales, aux spéculateur·trice·s, d'accumuler des centaines de milliards et de renforcer leur pouvoir sur la société et sur nos vies.

Avec la pandémie de Coronavirus, la bataille du récit connaît un nouvel épisode. Le monde progressiste ne peut se permettre un nouvel échec, car nos services publics et notre sécurité sociale sont largement fragilisés par la décennie écoulée et parce que les basculements écologiques en cours nous promettent malheureusement de nouvelles catastrophes.

De plus, le Coronavirus révèle, encore plus peut-être que les crédits « *subprimes* », les contradictions fondamentales du capitalisme. **Défendre un récit de ce qui s'est passé et de ce qui se passe n'est pas qu'une affaire de morale ou de sincérité : c'est d'abord un problème d'intérêts divergents (ceux des travailleurs et des travailleuses ne sont pas ceux des rentier·ière·s) : le récit qui s'imposera transformera le monde - en bien ou en mal.**

Quels sont les récits dominants de ces trente dernières années ?

MONDIALISATION HEUREUSE POUR TOUS

Durant les années 90 s'était imposée l'idée que le monde entier était dorénavant unifié dans le schéma de la mondialisation. Après la chute du Mur (1989) et la fin de la Guerre Froide, le politologue américain Francis Fukuyama avait même théorisé ce qu'il appelait la « fin de l'Histoire » : la démocratie et le libéralisme, ne subissant plus la concurrence idéologique des régimes communistes, allaient se répandre dans le monde entier et progressivement le pacifier grâce au développement économique.

AUSTÉRITÉ

La crise financière de 2008 a sérieusement entamé ce récit. Pourtant, les tenants du néolibéralisme ont gardé la main : en affirmant la nécessité de l'austérité budgétaire, ils ont fait des pouvoirs publics et des services collectifs les principales victimes de cette crise, tandis que les grandes entreprises privées et les banques se tiraient presque toutes d'affaire.

CHOC DES CIVILISATIONS

Parallèlement à ces récits « économiques », les attentats du 11 septembre 2001 ont inauguré une période décrite par de nombreux acteurs comme un « choc des civilisations » à la suite de Samuel Huntington : selon lui, le monde occidental serait en opposition avec le monde musulman. De nombreuses données statistiques et chiffrées peuvent montrer que ces deux mondes ne sont pas si distincts que cela, qu'ils sont traversés par des crises et des tensions multiples, qu'ils ont chacun une grande diversité interne, qu'ils ont même beaucoup en commun. Mais il semble que ce récit d'un affrontement binaire se soit largement diffusé dans l'imaginaire collectif.

POPULISMES ANTISYSTÈME

Il n'est donc pas étonnant qu'à la veille de la pandémie de Covid-19, les national-populismes gagnaient du terrain partout et remportaient des batailles électorales importantes. En mêlant un récit économique anti-mondialisation et un récit culturel anti-immigration, les populistes d'extrême droite et de droite dure rassemblent largement la majorité des mécontents du système en place.

2020 : LA CHANCE POUR UN RÉCIT SOCIAL, ÉCOLOGIQUE ET DÉMOCRATIQUE NOUVEAU ?

Après les années 2018 et 2019 qui ont vu l'émergence d'un puissant mouvement pour le climat, le Covid-19 a mis en lumière les incompétences graves de certains gouvernements tant populistes (aux USA, au Brésil, au Royaume-Uni) que libéraux ou sociaux-démocrates. Cela permet-il de rebattre les cartes et de laisser la voie ouverte à un autre récit, progressiste, solidaire, écologique ? Rien n'est joué ! À côté des espoirs de changement démocratique et de nouveau modèle, des récits concurrents tout à fait stériles continuent de proliférer, notamment complotistes, tandis que l'imaginaire capitaliste est déjà en train de se renouveler comme il l'a souvent fait...

Quel type d'Etat voulons-nous ?

La crise du Covid a montré que l'Etat a joué - et joue encore - un rôle central pour sauver les meubles en matière économique et sociale. Mais de nombreuses questions se posent déjà sur les choix qu'il opère. « Est-ce à l'Etat d'injecter beaucoup d'argent pour sauver les compagnies aériennes, ou doit-il avant tout assurer le financement des transports publics ? » s'interroge Noé Lecocq (IEW). Et ce n'est qu'un exemple de choix ou de priorités parmi des centaines d'autres. Relancer l'économie, oui, mais comment et à quel prix ? La Coalition Corona¹ ne plaide pas pour un Etat-pompier qui n'est appelé à la rescousse qu'en cas de crise, mais elle en appelle à :

- Un Etat-Providence adapté aux défis sociaux, économiques, environnementaux ;
- Un Etat-stratège capable d'inciter les acteurs économiques pour qu'ils agissent dans ce sens ;
- Un Etat-régulateur capable d'imposer des normes sociales, environnementales et sanitaires aux entreprises et aux banques ;
- Un Etat social capable de garantir le financement de la Sécu et des services publics ;
- Un Etat écologique capable de décarboner la production ;
- Un Etat démocratique qui favorise la concertation sociale et la démocratie délibérative, et qui garantit les libertés publiques et les droits humains.

1. <https://www.coalitioncorona.be/note-de-base-societe-soutenable-juste-resiliente>

La sécurité sociale, nécessaire... mais suffisante ?

Accès à des soins de santé de qualité pour toute personne malade, allocations de remplacement pour les personnes en chômage temporaire, congé parental pour les parents confrontés à la fermeture des écoles et des crèches, droit passerelle pour les indépendants, etc. Toutes ces dispositions ont permis à des personnes d'atténuer la crise liée au Covid-19.

Une enquête réalisée par des chercheurs de l'UCL confirme que globalement, la Sécu a bien fonctionné : « Elle a joué son rôle pour sauvegarder l'emploi et le pouvoir d'achat de toutes les personnes qui ont su en bénéficier ». Mais un nombre important de Belges sont passés au travers des mailles du filet. « Le droit social est très binaire entre ceux qui sont In et ceux qui sont Out », explique Samuel Desgain, un des auteurs de l'enquête¹. « Notre système social privilégie les salariés qui ont un CDI, un Graal pas toujours évident à décrocher ».

La sécurité sociale a donc des failles qu'il faut colmater par un refinancement adéquat pour améliorer le système existant (par exemple, pour refinancer les hôpitaux), mais aussi pour garantir une sécurité sociale pour toutes et tous, notamment les publics fragilisés (travailleurs et travailleuses précaires, sans-papiers, jobistes, faux indépendants, etc.)².

Les défenseurs de longue date du revenu de base estiment quant à eux que leur proposition prend tout son sens dans le contexte de crise actuel. Elle continue à faire débat, y compris au sein de la gauche.

1. Interview accordée à *Matin Première-RTBF* le 07/07/20

2. Le MOC et ses organisations mènent actuellement une campagne pour revendiquer un refinancement et un élargissement de la sécurité sociale, voir : www.ciep.be

La pandémie et le confinement

1. **Quand vient le moment d'assurer les besoins vitaux et la continuité de nos sociétés, ce n'est pas sur les entreprises multinationales et les acteur-trice-s dominant-e-s du système financier et boursier que nous pouvons compter.** Au contraire, ces acteur-trice-s du néolibéralisme flamboyant, si prompts à donner des leçons de bonne gouvernance aux administrations publiques depuis des décennies, viennent demander de l'aide à la collectivité afin que celle-ci prenne en charge leurs pertes, de préférence inconditionnellement.
2. **La sécurité sociale, le logement social, les services publics - y compris l'enseignement - et le secteur non-marchand sont des dispositifs irremplaçables pour surmonter les crises,** pour lutter contre les inégalités et, plus généralement, pour vivre dans une démocratie réelle qui, rappelons-le, inclut aussi la dignité humaine pour toutes et tous.
3. Ce sont des travailleuses et des travailleurs mal payé-e-s et mal considéré-e-s dans la classification néolibérale des métiers qui sont les plus utiles à la société. Et que - sans surprise - ces métiers mal payés sont très largement occupés par des femmes. Ce sont en effet le corps médical au sens large, les infirmier-ère-s, les aide-soignant-e-s, les gardes d'enfants, les salarié-e-s des services chômage, les caissier-ère-s, les magasinier-ère-s, les nettoyeur-euse-s, les coursier-ère-s et les livreur-euse-s, les chercheur-euse-s, les éboueur-euse-s, les agent-e-s de gardiennage, les paysan-ne-s ou encore les sans-papiers qui - comble du cynisme - retrouvent pour certain-e-s une « utilité économique », etc. qui affrontent le virus en première ligne et permettent à notre société de tenir debout. Les traders, les spéculateur-trice-s, les rentier-ère-s ou les actionnaires brillent par leur inutilité. Et lorsqu'il-elle-s donnent leur avis, c'est pour relancer les secteurs essentiels, non pas à la vie, mais à leurs profits, au mépris de la santé.

confirment plusieurs choses :

4. Les grands engagements pris pour la solidarité internationale, le climat ou la transition énergétique sont rapidement jetés par-dessus bord dès qu'une nouvelle crise économique se présente. Plusieurs gouvernements et lobbys de multinationales ont déjà demandé de renvoyer aux calendes grecques les objectifs de Paris : aucun n'a proposé de renvoyer à 2050 le prochain versement de dividendes ou le prochain accord de libre-échange...
5. L'agriculture intensive et la destruction des milieux de vie (par la déforestation, entre autres) produisent de plus en plus d'épidémies. **La (sur)production basée sur les flux tendus et le grand déménagement du monde est un système d'approvisionnement destructeur de la vie, très fragile et intenable au niveau planétaire.**
6. La concentration du pouvoir économique et politique entre les mains de quelques grands actionnaires et de la direction de quelques partis politiques nous mène systématiquement au désastre. Ces institutions ne sont pas prêtes à faire face aux défis à venir, et elles viennent une nouvelle fois de le prouver. Au contraire, c'est principalement le dévouement du personnel des services publics (au sens large) et la solidarité entre les gens qui permettent aujourd'hui de fournir des masques, d'aider les personnes oubliées, d'assurer une continuité dans l'éducation des enfants... C'est la démocratie et l'engagement collectif de toutes et de tous qui nous sauvent, pas les pouvoirs spéciaux ou la restriction de nos libertés fondamentales.

La question aujourd'hui n'est plus de savoir qui a tort, qui a raison, tant la réponse est évidente. La vraie question est de savoir comment bâtir et défendre ensemble le bien commun. Pour ce faire, il est essentiel d'organiser dès aujourd'hui le débat et la concertation des forces d'émancipation pour permettre à nos récits de se propager pour changer les rapports de force en faveur de la majorité de la population.

Pourquoi le modèle agricole actuel est-il intenable ?

La plateforme Agroecology in action¹ regroupe de nombreuses associations, syndicats et ONG. Elle a publié mi-avril une carte blanche intitulée « Le Covid-19 montre l'urgence de relocaliser dès maintenant les systèmes alimentaires ». En voici quelques extraits.

La mondialisation a enfermé les agriculteur·trice·s dans des logiques de production industrielles nocives pour eux-mêmes, pour l'environnement et pour la société, faisant disparaître 68% des fermes belges depuis 1980. Ainsi, malgré des terres fertiles et une agriculture modernisée, nous ne sommes plus à même de garantir notre droit à définir collectivement le système alimentaire que nous souhaitons, sur base d'une production locale de qualité. En effet, la Belgique est largement déficitaire dans de nombreuses cultures et dépend des importations de l'étranger. Le taux d'auto-approvisionnement de la Wallonie (c'est-à-dire le taux de production locale par rapport à la consommation) n'est que de 17 % pour les fruits et légumes frais ; 33 % pour les céréales panifiables ; 10 à 15 % pour les élevages ovins et caprins. De l'autre côté, notre industrie agro-alimentaire a orienté la production vers un nombre restreint de filières dépendantes des débouchés à l'exportation.

« Focaliser la préoccupation écologique sur le seul réchauffement climatique risque de nous détourner des efforts indispensables pour protéger la santé humaine, réduire les inégalités et préserver notre environnement ». Jean-Claude Ameisen

Appel à une cohérence politique

Cette logique agro-industrielle absurde et dépassée, bloque la diversification des cultures et la mise en place de pratiques agroécologiques et de filières courtes. Elle continue toutefois d'être entretenue par des choix politiques aux niveaux belge et européen, tels que les accords de libre-échange (CETA, UE-Mercosur) et la Politique agricole commune (PAC), qui favorisent un modèle productiviste exportateur. Il faut souligner ici une certaine ambivalence de nos responsables politiques, à l'image du Ministre Borsus, qui d'une part s'est déclaré opposé à l'accord UE-Mercosur, mais d'autre part se disait, avant la crise que nous connaissons, déterminé à renforcer le « grand export » du secteur agroalimentaire wallon en s'appuyant sur ses compétences en matière de commerce extérieur.

La Belgique et la Région wallonne vont devoir prendre des décisions historiques pour relancer l'activité après la crise du Covid-19.

Nous demandons aux responsables politiques de s'engager dans cette voie. Il est temps d'arrêter les doubles discours et de poser des choix politiques clairs et cohérents en faveur de la relocalisation de l'agriculture et de la transition agroécologique. C'est en effet la seule voie pour rencontrer les défis urgents du monde agricole.

1. Site Internet : www.agroecologyinaction.be

Parmi les signataires de cette carte blanche : CNE-CSC, Terre en vue, RWLP, Solidaris, Setca, Mutualités chrétiennes, CNC, Oxfam, Réseau Idée... et des associations actives dans le secteur agricole.

Les libertés civiles sont-elles menacées ?

Avec le prolongement des mesures sanitaires, la question des droits et libertés se pose avec de plus en plus d'acuité. Au début de la pandémie, il paraissait admis par une toute grande majorité de la population que les restrictions de liberté (de déplacements, de contacts, de rassemblement...) étaient légitimes et justifiées. D'ailleurs, le CRISP¹ rappelle que « la Belgique est tenue juridiquement de prendre des mesures pour protéger la vie des personnes qui sont soumises à sa juridiction. Et l'article 2 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui garantit le droit à la vie, oblige les Etats à prendre des mesures pour éviter les décès prévisibles ».

Légitimité, proportionnalité, temporalité

Cependant, jusqu'où accepte-t-on de limiter les libertés fondamentales pour un enjeu de santé publique ? La question proportionnalité fait particulièrement débat. Restreindre à ce point les libertés individuelles et les contacts sociaux est-il réellement bénéfique pour la santé dans une vision plus large de santé mentale ? A l'inverse, le relâchement des mesures très strictes au nom d'une nécessité socioéconomique ne porte-t-il pas atteinte au droit fondamental à la vie ? La collecte des données personnelles par traçage numérique à grande échelle, avec ses conséquences graves sur le respect de la vie privée, est-elle indispensable pour lutter contre la pandémie ? Jusqu'où peut aller l'interdiction de rassemblement lorsqu'il s'agit d'exprimer collectivement le droit au respect des libertés fondamentales (voir manifestation en mémoire de Georges Floyd) ? La limitation des mesures dans le temps est également une réelle question. Vu la rapidité avec laquelle celles-ci ont dû être adoptées par un gouvernement doté de pouvoirs spéciaux, comment garantir que des mesures liberticides exceptionnelles ne se prolongent pas, faute de cadre juridique clair ou de volonté d'y mettre fin pour diverses raisons ?

Dans un contexte où les libertés individuelles sont exacerbées par un néolibéralisme agressif depuis plusieurs dizaines d'années, la restriction des libertés individuelles au nom de l'intérêt collectif fait de plus en plus débat au sein de la population, en particulier sur les réseaux sociaux. Et dans de nombreux pays, elle commence à s'exprimer dans la rue (voir les manifestations anti-masques aux Etats-Unis, au Brésil, et en Allemagne notamment).

« Les mesures prises face au coronavirus ne relèvent pas d'un arbitraire qui vient entraver les libertés individuelles. Elles relèvent du droit, dans un cadre de santé publique, de responsabilité collective. L'individualisme typique de nos cultures nous rend assez étrangers à ce type de comportement collectif. Mais ces mesures doivent être non discriminantes, non déraisonnables, dans la mesure du possible relever du dernier recours, être étrangères à tout arbitraire, s'appuyer sur l'expertise collégiale scientifique. Ces restrictions de libertés sont fondées, argumentées. L'explicabilité des politiques publiques est un droit et une valeur dans l'Etat de droit ». Cynthia Fleury, philosophe et psychanalyste, interrogée dans *Le Vif* du 19/09/20.

1. L'Etat belge face à la pandémie de Covid-19 : esquisse d'un régime d'exception, *Courrier hebdomadaire du Crisp* 2446, 2020

II. DÉBATTRE DES PRIORITÉS



Le plus facile est sans doute d'affirmer sans détour ce que **nous ne voulons pas** - mais qui risque pourtant bien d'arriver si nous laissons faire :

- Non, ce n'est pas **aux travailleur-euse-s (avec ou sans emploi) ni aux personnes déjà précarisées** de payer cette crise (sur leurs salaires, leur temps et conditions de travail, leurs conditions de logement, leurs droits et libertés, leurs aides sociales...);
- Non, **la sécurité sociale, les services publics** et les fonctions collectives vitales en général (santé, social, enseignement, éducation permanente, culture) ne peuvent être raboté-e-s ;
- Non, les (trop) timides efforts pour répondre à **l'urgence écologique** ne peuvent pas être abandonnés ;
- **non, les libertés civiles, les droits des femmes, les droits des minorités, le droit à un logement décent, l'accueil des personnes migrantes, les droits culturels** ne peuvent pas être davantage détruits.

ÉGALITÉ

À l'inverse de ces 4 risques très réels, nous sommes d'accord sur **4 principes généraux**.

- **Mettre l'égalité et la dignité au cœur du projet**

La Belgique est un des pays les plus riches de la planète, et l'article 23 de notre Constitution garantit à chacun-e le droit à une vie digne. On était pourtant déjà très loin du compte avant la crise du Coronavirus. Les inégalités ont explosé depuis 30 ans : 1 enfant sur 4 grandit dans une famille pauvre, 15% des Belges vivent avec moins de 1.000 euros par mois et 48% des travailleur-euse-s belges sont pauvres ; 400.000 ménages sont en situation de précarité énergétique, les femmes continuent à être largement discriminées à de multiples égards, un nombre croissant de personnes sont mal logées ou à la rue, les personnes en situation de handicap sont victimes de ségrégation, des êtres humains survivent sans papiers et d'autres sont enfermés pour cette raison... **L'égalité réelle et la dignité** doivent constituer les **éléments fondamentaux pour repenser notre système**. Afin d'avancer dans cette direction, une autre distribution de la richesse produite ainsi qu'un renforcement de la sécurité sociale sont fondamentales.

Pourquoi l'égalité est-elle si essentielle en démocratie ?

« Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits » proclame l'article premier de la Déclaration universelle des droits humains. L'égalité est d'abord une question d'éthique et de justice. Pas seulement une « égalité des chances » bien sûr : aussi une égalité des droits et une égale capacité à les exercer effectivement. Cela implique que les différences de richesse (matérielle, économique et culturelle) soient bien moindres que celles que nous connaissons actuellement. Des services publics de qualité (enseignement, justice, mobilité, santé, etc.) et la solidarité comme principe à la base de la sécurité sociale et de l'impôt, sont des instruments essentiels de cette recherche d'égalité en démocratie.

D'autres arguments corroborent cette exigence éthique fondamentale. Dans un livre¹ traduit en français en 2013, les épidémiologistes anglais Richard Wilkinson et Kate Pickett ont montré que le taux d'inégalités dans une société influait directement sur d'autres indicateurs comme le sentiment de confiance, l'état de santé, l'espérance de vie, l'obésité, le taux de maladies mentales, le taux d'incarcération, d'homicides, la toxicomanie, les grossesses précoces, les succès ou échecs scolaires, le bilan carbone et le taux de recyclage des déchets, etc. Autrement dit, plus les inégalités sont fortes, plus ça va mal !

À un niveau de revenu national similaire, dans les pays de l'OCDE, ce n'est pas la richesse ou la pauvreté absolue qui détermine si une société va bien ou non, mais son taux d'inégalités.

Comment expliquer cela ? Selon les auteurs de ce livre, il faut en chercher les raisons dans le fait que les inégalités induisent de la domination, donc du stress, donc diverses maladies et effets psychologiques dévastateurs. On pourrait ajouter à cela l'hypothèse que les inégalités exacerbent le *désir mimétique* (le fait de vouloir ce que l'autre a) et, de ce fait, la croissance et la consommation. Enfin, les inégalités augmentent la fracture sociale en créant des écarts de conditions de vie disproportionnés, ce qui alimente vraisemblablement la convoitise interindividuelle et, *in fine*, une méfiance généralisée envers les élites, les institutions, la classe politique.

« Les bénéfices d'une égalité accrue se répartissent dans toute la société, et améliorent la santé de tout le monde, pas seulement celle du bas de l'échelle. En d'autres termes, quels que soient les niveaux de revenus, on vit d'autant mieux que le pays est égalitaire. Ce n'est pas seulement vrai pour les pauvres, mais pour les autres aussi. »

1. Kate Pickett & Richard Wilkinson, *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, Les Petits matins, 2013.

Comment faire évoluer les institutions démocratiques ?

À côté des mobilisations sociales qui font pleinement partie de la vie démocratique, on peut aussi imaginer que les institutions elles-mêmes puissent être renouvelées. On a beaucoup entendu parler du RIC (référendum d'initiative citoyenne) qui était une revendication du mouvement des Gilets Jaunes. Le concept de référendum fait toutefois débat au sein de la gauche, car il peut s'avérer dangereux (notamment pour les minorités) s'il est utilisé sans balises claires. D'autres propositions existent, par exemple le tirage au sort. Écolo a récemment proposé de remplacer le Sénat belge par une assemblée de citoyens tirés au sort et représentatifs de la diversité de la population du territoire. L'historien David Van Reybrouck plaide depuis plusieurs années pour ce type d'assemblée à divers niveaux de pouvoir. Mais le tirage au sort, autant que le référendum, fait débat. Ce ne sont certainement pas des solutions-miracles !

Comment réveiller la démocratie endormie ?

On assiste de plus en plus à une défiance des citoyens face aux gouvernants. Celle-ci a progressé d'un cran lors de la crise financière de 2008. La défiance est une des manières par lesquelles les citoyens peuvent exercer un pouvoir dans une démocratie représentative, en prenant cependant garde à la récupération de cette défiance par les partis populistes. Surveiller et contester l'action des élus mais aussi le fonctionnement des institutions nécessite de s'organiser collectivement.

Un exemple en France. un appel à « Agir contre la **réintoxication du monde** » a été lancé le 17 juin en France, à l'initiative d'associations (Attac, Extinction Rébellion, la Zad... d'Arlon, Youth for Climate Paris, Génération Climat Belgique...). La créativité citoyenne était au rendez-vous. Des sites de production ont été bloqués, des jardins occupés contre la bétonisation de terres menacées par un projet d'urbanisme. Les locaux de Bayer Monsanto à Rennes ont été peints, une cyberaction a été menée contre la Société Générale. Ailleurs, des citoyens ont porté une banderole contre le retour à « l'anormal » au-dessus d'une autoroute belge. « Ces mobilisations locales¹ dessinent une première cartographie post-confinement de sites de production destructeurs qui doivent s'arrêter, de sites naturels qui ne doivent pas être artificialisés, de projets insensés auxquels il faudra les faire renoncer. » Cette vague d'actions se mêle aux mouvements des soignant.e.s, au mouvement mondial contre le racisme et les violences policières. Un peu partout des citoyens manifestent leur refus de poursuivre cette marche folle du monde.

« La refondation (de la démocratie) vise à établir la souveraineté du peuple aux échelons locaux, nationaux et mondial. Elle s'exerce dans des assemblées élues, par le caractère impératif du mandat donné et par la possibilité de révocation des représentants. » Gérard Mordillat, initiateur du Conseil National de la Nouvelle Résistance.

1. Liste complète sur 17juin.noblogs.org et <https://www.facebook.com/Agir17juin>

• Prendre soin de notre planète

Longtemps avant le Coronavirus, notre santé souffrait durement de la dégradation des conditions écologiques : dérèglement climatique, pollution de l'air, pesticides, paysages dévastés, extinction massive de la biodiversité favorisant les pandémies... Même s'il est trop tard pour éviter certaines catastrophes, il n'est pas trop tard pour en limiter l'ampleur et engager une **véritable transition écologique juste**. Cette transition passe nécessairement par une transformation radicale de nos modes de production et d'échanges. La situation présente nous invite à valoriser les activités essentielles (dont les activités régénératrices comme l'agriculture paysanne), dévaloriser les activités destructrices et faciliter les reconversions entre les deux.

• Vers une démocratie réelle

Le droit de vote universel, la liberté d'expression, le droit de se réunir et d'agir et le multipartisme sont des caractéristiques essentielles de la démocratie. Mais elles ne sont pas suffisantes pour pouvoir parler de démocratie réelle. Les élu.e.s respectent-ils-elles leurs engagements ? La séparation des pouvoirs n'est-elle pas de plus en plus mise à mal ? Les grands lobbys n'influencent-ils pas impunément les orientations prises ? Les marchés financiers ne dictent-ils pas leurs lois ? Notre parlement est-il suffisamment représentatif ? Les politicien-ne-s corrompu-e-s sont-ils-elles écarté-e-s du pouvoir ? Le vote blanc est-il reconnu ? Le rôle social et démocratique de la culture est-il apprécié à sa juste valeur ? Les citoyen-ne-s peuvent-ils-elles intervenir sur les décisions importantes qui n'ont jamais été discutées auparavant ? Voulons-nous réellement vivre dans une société où chaque geste et chaque mouvement est surveillé et contrôlé, au mépris de nos libertés fondamentales ? Nous ne pouvons nous contenter de cette petite dose de démocratie et nos droits démocratiques ne peuvent en aucun cas devenir des variables d'ajustement. Les propositions, mais aussi les pratiques concrètes de terrain pour approfondir la démocratie sont nombreuses et il est fondamental d'en tenir compte.

• Solidarité internationale

Parce qu'il est stupide et vain de vouloir changer le monde sur le dos de son-sa voisin-e, nous nous inscrivons radicalement dans une perspective internationaliste. La guerre économique et l'exigence de compétitivité, ça suffit ! Il s'agit d'une impasse, d'un modèle qui tire le monde entier vers le bas, avec des injustices encore plus criantes dans certaines régions et pour certaines catégories des populations. Tout comme l'enjeu des migrations ou celui du climat, la pandémie actuelle montre avec force et simplicité que nous avons besoin de relations internationales basées sur la **coopération et la solidarité**, et non pas sur des marchés concurrentiels ou sur des traités de libre-échange.

Ces 4 grands principes peuvent sans doute recueillir un large consensus parce qu'ils sont généraux : c'est leur force et leur faiblesse. Ce n'est pas avec des principes seuls, mais avec des propositions concrètes, stratégiquement pensées et appliquées dans la diversité en fonction des réalités vécues, que nous pèserons sur notre destin d'après-Corona. Nous voulons donc **mettre en débat 4 priorités politiques**.

Bien entendu, nous ne partons pas d'une page blanche : de multiples propositions alternatives portées par des mouvements sociaux et citoyens étaient et sont toujours d'actualité. D'autres émergent face à l'urgence sanitaire ou aux leçons durement apprises depuis 3 mois. Un front populaire n'a pas pour vocation d'émettre des exclusives, il est logique et désirable que coexistent des revendications multiples. Notre préoccupation est de dégager quelques revendications fondamentales qui permettront aux mouvements, collectifs, propositions et agendas de se renforcer mutuellement autour de ces priorités afin de créer les conditions d'une société plus égalitaire, plus écologique et plus démocratique.

Comment être internationaliste aujourd'hui ?

Prolétaires de tous pays unissez-vous. Le slogan est connu. Mais entre le slogan et la réalité, il y a ce que l'on peut appeler un grand écart car les luttes sont souvent segmentées et localisées. La solidarité internationale n'est jamais acquise, elle reste à construire tous les jours.

L'après Covid doit permettre d'interroger de façon fondamentale le système injuste qui régit les rapports internationaux et l'exploitation des sociétés multinationales et des pays "du Nord" à l'encontre de ceux "du Sud". Mais ce n'est pas une déclaration d'intention ou une baguette magique qui modifiera ses rapports, d'autant que se superpose aux questions économiques le jeu des influences et des partages entre les « grandes puissances » qui font de certains de ces pays des endroits stratégiques pour leurs zones d'influence. Cela doit éclairer nos luttes et nos solidarités.

Dans la plupart des pays du monde, la protection sociale, les droits liés au travail et les services collectifs sont rudimentaires, voire inexistantes. L'économie et les revenus des familles reposent principalement sur le secteur dit « informel ». Avec la crise sanitaire, c'est dans l'économie informelle que les pertes de revenus ont été les plus importantes. Chez nous aussi, les travailleurs sans papiers contraints à survivre avec des petits boulots ont aussi subi des brusques arrêts de leurs activités sans pouvoir disposer de droits à un revenu de substitution. Être internationaliste, c'est d'abord soutenir, partout dans le monde, les luttes des populations pour obtenir une protection sociale et le respect des droits fondamentaux.

Pour Olivier De Schutter¹, le modèle de croissance doit inclure des exigences de durabilité environnementale et de justice sociale. Or, aujourd'hui, beaucoup de travailleurs sont privés d'un accès quelconque à ces droits. Repenser l'économie de l'après Covid passe par une relocalisation de pans de l'économie, y compris dans les pays dits "du Sud". Une grande partie de leur production agricole est vouée à l'exportation à bas prix, les obligeant à importer des denrées essentielles pour leur population. La question de la dette doit aussi être reposée car elle entrave les possibilités de développement économique. En effet, le remboursement de la dette est souvent accompagné de mesures d'austérité imposées par les institutions financières internationales, qui privent les pays des outils essentiels de développement économique mais surtout de protection sociale et de services publics.

« Être de gauche c'est d'abord penser le monde, puis son pays, puis ses proches, puis soi ; être de droite c'est l'inverse ».

Gilles Deleuze, philosophe français.

1. Actuellement Rapporteur Spécial sur l'extrême pauvreté et les Droits de l'Homme auprès de l'ONU.

Comment dégager de nouvelles ressources ?

Réponse de Bruno Bauraind (GRESEA) : « *L'alternative à l'austérité et la financiarisation de l'économie, c'est le (re)financement de la sécurité sociale et des services publics. Ce n'est pas très nouveau, mais quand on veut aller à l'encontre d'une idéologie très « propriétaire » et austéritaire, je pense que la sécurité sociale et les services publics financés tantôt par l'impôt, tantôt par les cotisations sociales, sont de réelles alternatives. Un troisième élément est l'urgence climatique et écologique. Nous désirons mettre en avant une rupture forte avec ce qui s'est fait auparavant. Où trouver l'argent pour réaliser ces changements ? Pour moi, il faut agir sur la distribution primaire des richesses, c'est-à-dire sur la cotisation sociale sur le salaire brut pour financer des alternatives à ce que l'on connaît aujourd'hui. Il faut également travailler sur la redistribution et donc sur l'impôt ».*

... Et dans quel modèle économique ?

"Le modèle économique capitaliste ne rencontre plus les aspirations de la majorité des citoyens. 54% des Belges francophones rejettent le modèle économique actuel, seulement 8% en sont tout à fait satisfaits. Pour plus de la moitié d'entre eux, il faut repenser le système économique".

Enquête réalisée par le secteur de l'économie sociale et la Région wallonne auprès de 1.000 personnes en juillet 2020. Source : Belga

La question qu'on renvoie souvent à la gauche c'est : OK, vous ne voulez plus du capitalisme, mais quel modèle proposez-vous à la place ? Il y a sans doute de multiples réponses possibles. Mais pour les acteurs de l'économie sociale, la réponse est assez simple : pas besoin d'inventer la poudre, « la clé d'un renouveau collectif et solidaire existe déjà »¹. Extraits de leur carte blanche :

"L'économie doit retrouver sa fonction initiale, au service de l'humain, pour une juste répartition et utilisation des ressources. Cela doit constituer une priorité absolue pour les pouvoirs publics. Face à cette quête de renouveau, faut-il pour autant repartir d'une feuille blanche, au risque de se perdre en conjectures, négociations ? Et si la clé d'une économie raisonnée existait déjà ?

En Wallonie et à Bruxelles, plus de 11.000 entreprises d'économie sociale, qui créent un emploi sur cinq, partagent chaque jour ces principes de démocratie, de coopération, de solidarité pour construire une société plus cohérente, harmonieuse et durable. Le Covid-19 nous rappelle à quel point l'économie sociale est un maillon indispensable à notre cohésion sociale.

Emparons-nous des principes de l'économie sociale et développons un monde, une économie, un contrat social plus durable. Un contrat dont les indicateurs d'efficacité sont le bien-être, l'humain, le durable, la participation, la démocratie. La clé d'un renouveau collectif et solidaire existe déjà. Ensemble, saisissons-la."

1. Signataires : Quelque 80 fédérations, chercheurs, académiques et entreprises, sont signataires de cette carte blanche publiée dans Le Soir du 27-05-20

III. QUATRE PROPOSITIONS



DEUX PROPOSITIONS POUR CRÉER D ET DEUX PROPOSITIONS POUR LES

- Dégager massivement de nouvelles ressources** en remettant en cause les politiques budgétaires et monétaires qui empêchent de recourir à la dépense publique à des fins d'investissements nécessaires à la collectivité.
- Renforcer et élargir la protection sociale, les services publics et non-marchands - y compris l'enseignement, l'économie sociale et solidaire, le logement social, l'action associative et la culture.** Tant pour refinancer les secteurs désargentés de la sécurité sociale que pour créer de nouveaux droits (augmentation du salaire minimum, réduction collective du temps de travail, individualisation des droits, protection des artistes, logement social de qualité, etc.). Il s'agit également de faire sortir de la logique de marché et du profit une série de secteurs essentiels, tels que l'énergie, la santé, la culture, le logement, les transports, la Poste, les banques, etc., afin de garantir une réappropriation et un contrôle citoyen sur ces productions de richesses essentielles.



DES MOYENS BUDGÉTAIRES MASSIFS,
UTILISER POUR LE BIEN COMMUN

3. **Faire payer les riches, le monde de la finance et les multinationales, via une refonte radicale, solidaire et transparente des politiques fiscales, des monnaies et des dettes,** aux différentes échelles appropriées, nationales, européenne et mondiale (globalisation des revenus, action déterminée contre la fraude et l'évasion fiscale, taxation progressive des revenus et des grandes fortunes, imposition minimale et taxation unitaire des multinationales, etc.).
4. **Investir en urgence dans la transition écologique par des investissements publics dans les secteurs nécessaires à la pérennisation de la société** (infrastructures énergétiques, politiques publiques d'isolation du bâti, investissements dans la relocalisation, développement de l'agroécologie paysanne, des transports publics et légers, etc.).

Pourquoi et comment faire payer les riches ?

Face à la crise économique et sociale annoncée et au déficit budgétaire sans précédent, il faut briser les tabous et les résistances, et passer à l'action. Il serait en effet inadmissible que les injustices fiscales qui existaient avant la crise (notamment la taxation disproportionnée des revenus du travail par rapport au capital) perdurent alors que les besoins de financement des services collectifs et de la protection sociale sont immenses.

La crise de 2008 a montré qu'après une perte financière passagère de revenus des plus riches, les revenus des actionnaires sont remontés en flèche car aucune mesure structurelle n'avait été prise pour rééquilibrer la fiscalité. En Belgique, le nombre de millionnaires (en \$) ont augmenté de 60% depuis 2012. Ils étaient 132.000 en 2019, soit une augmentation de 8,5% en un an ! (Source : rapport sur la richesse mondiale réalisé par Capgemini et publié le 09/07/20).

Les mesures à prendre sont connues (voir le texte du Front ci-contre). Plusieurs partis politiques et acteurs associatifs regroupés au sein du Réseau pour la Justice Fiscale s'activent pour obtenir des avancées. Des propositions de loi viennent d'être déposées, notamment pour faire adopter par le Parlement une contribution de crise exceptionnelle sur les grands patrimoines. Il faut rappeler que déjà avant la crise, 76% des Belges s'étaient déclarés favorables à un impôt sur la fortune (enquête CNCND, novembre 2019).

Un autre projet de loi important vise la levée complète du secret bancaire. La non-connaissance des revenus du capital (et dans une moindre mesure des revenus immobiliers) est en effet un frein très important à l'adoption de toute une série de mesures en faveur d'une plus grande justice fiscale, telles que l'ISF ou la globalisation des revenus.

Autre piste souvent évoquée pour faire contribuer les riches à l'effort de crise : l'annulation du paiement des dividendes des actionnaires des banques ou des grosses entreprises, afin que cet argent puisse leur servir à amortir le choc de la crise et maintenir l'emploi. Cette proposition fait son chemin dans plusieurs pays européens.

Une transition écologique globale est-elle vraiment possible ?

En décembre 2019, l'UE s'est engagée dans un *Green Deal* ou *Pacte Vert*. Ce plan, très ambitieux, prévoit 1000 milliards d'euros d'investissement, sur dix ans, en faveur de la transition écologique, avec des mécanismes de soutien (Fonds de transition juste) aux régions les plus en retard. Qu'on croie ou non en l'intérêt de ce genre de politiques globales, reconnaissons qu'il s'agit d'une décision collective forte pour tenter d'adoucir le désastre climatique et environnemental. Même si, comme l'a souligné Philippe Lamberts (eurodéputé écologiste belge), « À quoi bon consacrer une part des budgets à sauver le changement climatique, si une autre part promeut des politiques qui l'aggravent ? ».

Comment faire mouvement social dans la durée ?

Selon le sociologue Alain Touraine, un mouvement social peut se constituer lorsque trois conditions sont réunies :

- Un **principe d'identité** : il s'agit de savoir « qui lutte ». La constitution d'un « nous », qui a conscience de son identité collective, ne se fait pas théoriquement mais grâce au conflit des forces en présence.
- Un **principe d'opposition** : « *Un mouvement ne s'organise que s'il peut nommer son adversaire, mais son action ne présuppose pas cette identification. Le conflit fait surgir l'adversaire, forme la conscience des acteurs en présence.* » (Alain Touraine, *La production de la société*, 1993)
- Un **principe de totalité**, qui revient à répondre à la question « pourquoi lutter ? » : en résumé, cela signifie que pour pouvoir parler d'un véritable mouvement social (et non simplement d'une action collective ponctuelle), il faut qu'il y ait une recherche d'une orientation générale de la société.

On peut appliquer ces trois critères au mouvement récent des *Gilets Jaunes* et observer une difficulté à le définir comme mouvement social. Ceux-ci n'avaient en effet aucun mal à identifier un adversaire (en France : Macron, le gouvernement). Il leur était déjà plus compliqué de se définir comme un « Nous », même si cela semblait en cours de réalisation. Il leur fut impossible en revanche de formuler un projet de société global, une orientation générale pour la société : les revendications étaient éclatées et ont fini par se limiter à celle du RIC (référendum d'initiative citoyenne).

Cette difficulté tient probablement au haut degré d'individualisme et à la dissolution des anciens collectifs dans les sociétés contemporaines. Cela ne signifie pas forcément qu'il y a moins d'engagement militant, mais plutôt que celui-ci répond à des attentes et s'exerce sous des formes différentes de celles d'hier. À une implication par « cause », à des modes de décision plus horizontaux s'ajoute « la préférence marquée pour les actions ponctuelles de protestation ou de désobéissance civile qui soudent les individus dans un sentiment de communion. La militance auprès d'organisations structurées et professionnalisées, qui épousent le temps long et les modes de négociation du champ politique, ne répond pas à la nouvelle donne individualiste qui, elle, privilégie le court terme et la solidarité vivante¹. »

Cela signifie-t-il qu'il est impossible de faire mouvement social aujourd'hui ? Pas forcément ! Mais il est indispensable alors de tenir compte de cet état de fait : on ne mobilisera plus aujourd'hui de la même façon qu'autrefois, parce que les individus ne se laissent plus « ranger » derrière une quelconque bannière. Il faut pouvoir faire mouvement sans nier les différences de sensibilités et de points de vue, sans les hiérarchiser.

1. Vincent de Coorebyter, « Des collectifs d'individualistes », dans *La Revue nouvelle*, n° 2, mars 2020, pages 33-40.

IV. CONSTRUIRE UN FRONT



Au-delà des réponses apportées aux situations d'urgence, comment faire mouvement social dans la durée, et répandre dans les esprits et dans la réalité politique les 4 priorités ci-dessus ?

La situation actuelle représente tout autant une opportunité d'infléchir ou de renverser les structures du capitalisme qu'une immense menace de les conforter et de voir se renforcer un État autoritaire et discriminant.

Pour saisir cette opportunité, il nous faut construire un front d'alliances larges pour gagner un rapport de force favorable. Cela ne veut pas dire nier les spécificités. Par contre, il nous faut éviter l'éparpillement, ou pire, une division des forces qui nous rendrait incapables d'éviter que le scénario de 2008 ne se reproduise : socialisation des pertes via des « sauvetages » de grandes entreprises, licenciements massifs, nouvelles mesures d'austérité, pressions pour augmenter le rythme des privatisations, attaques supplémentaires sur les droits sociaux, la sécurité sociale



et le code du travail, reprise de la course à la croissance et à la compétitivité, augmentation des inégalités et de la précarité, poursuite de la destruction des écosystèmes...

Pour ce faire, quoique conscient-e-s de l'urgence, nous refusons la précipitation politique. Un mouvement social large, solidaire, populaire, puissant et offensif ne se construit pas en quelques jours sur les réseaux sociaux.

Dès lors, nous instaurons un comité de liaison au service du front social, écologique et démocratique que nous appelons de nos vœux. Nous le faisons avec détermination, mais avec modestie : d'autres initiatives existent en Wallonie et à Bruxelles, y compris sectorielles, avec qui nous pouvons nous coordonner (si elles acceptent nos options fondamentales), et bien sûr en Flandre, au niveau fédéral et en Europe. Notre modestie consiste aussi à nous inspirer des mobilisations larges de ces 10 dernières années, en analysant leurs réussites et leurs limites.

Faut-il être d'accord pour faire front ?

Une stratégie ancienne semble reprendre vigueur aujourd'hui. Elle est sur toutes les lèvres des militant.e.s : la fameuse « **convergence des luttes** ». Mais qu'est-ce que cela veut dire au fond ? Cela signifie que les acteurs de combats politiques différents se mobilisent conjointement pour conquérir, ensemble, de nouveaux droits.

Les mobilisations contre le TTIP et le CETA ont largement rassemblé diverses luttes : environnementales, agricoles, sociales, judiciaires et même économiques (les PME notamment).

La « convergence des luttes » pose néanmoins question. Car comment faire converger aujourd'hui disons, les luttes syndicales, antiracistes, écologistes, féministes et sociales... Que ces combats soient tous estampillés à gauche du spectre politique ne signifie pas qu'il s'agit des mêmes combats ! Soyons concrets et sans langue de bois : la lutte pour défendre les salariés est, dans de nombreux secteurs, contradictoire avec la lutte pour la protection du climat et de l'environnement ! Et inversement ! Les militants antiracistes ou féministes notent aussi, régulièrement, les mécanismes de domination raciste et sexiste qui peuvent être à l'œuvre dans des organisations par ailleurs progressistes. En outre, peut-on dire qu'un salarié de chez Renault, une militante féministe, un agriculteur, un collectif pour le climat, partagent une même vision de société, un même projet d'orientation générale de la société, pour reprendre la terminologie d'Alain Touraine (cf. page 14) ? Vraisemblablement pas.

Une stratégie de convergence des luttes ne semble possible que si l'on accepte de ne pas hiérarchiser les causes ni résoudre les conflits entre elles, que si l'on accepte le pluralisme de la mobilisation. Cela signifie qu'il n'y a pas de raccourci. On ne peut pas « résumer » les luttes et les fondre en une seule. Il est vain de faire comme si tout le monde était d'accord, comme s'il n'y avait que des problèmes et des adversaires à l'extérieur. Bref : la convergence des luttes, ça ne se décrète pas, ça se construit.

« Désespérer Billancourt » :

Faire front sans se bercer d'illusions

Dans son ouvrage *L'éloge du conflit*, le philosophe Miguel Benasayag émet une critique des attitudes militantes qui masquent la réalité des choses dans le but d'entretenir « l'espoir des troupes ». Il prend l'exemple de la phrase célèbre de Jean-Paul Sartre : « Il ne faut pas désespérer Billancourt ». Cette phrase signifiait qu'il ne fallait pas, à ses yeux, désespérer les ouvriers de Billancourt en leur disant la vérité de la répression d'alors en URSS, parce qu'ils plaçaient leur foi dans ce type de régime communiste. Quel paternalisme ! estime Benasayag. Si l'on transpose à aujourd'hui : faut-il cacher, par exemple, la gravité du réchauffement climatique ou du Covid-19 pour ne pas désespérer les citoyens ? Selon Miguel Benasayag, ce n'est pas respectueux des gens, c'est illusoire et in fine contreproductif car c'est un optimisme de pure façade.

Pacte social ou sociétal ?

Avant de tenter une réponse à cette question, entendons-nous sur la signification de l'expression « Pacte social », que de nombreux acteurs politiques, économiques et sociaux évoquent dans le contexte de crise actuelle et surtout future.

Pour le CRISP¹, même s'il n'y a pas de définition unique, la notion de *pacte social* renvoie davantage à un accord tripartite entre les partenaires sociaux (patronat et syndicat) et le gouvernement, dans lequel les acteurs s'accordent sur des politiques à mettre en oeuvre au plan national. En termes de contenu, le pacte social porte sur les matières liées au travail (salaires, conditions de travail, cotisations sociales...).

Parmi les voix qui s'élèvent actuellement en faveur d'un nouveau pacte, certains qualifient celui-ci de « sociétal ». Pour Evelyne Léonard, « un pacte sociétal consisterait également en une série d'engagements de grande ampleur et de portée nationale ou même internationale, mais ses contours seraient plus lâches : aux interlocuteurs sociaux organisés de façon instituée et ayant une structure hiérarchique leur donnant prise sur le monde du travail, viendrait s'ajouter ou se substituer des groupes d'intérêts ou des représentants de la société civile plus large (associations ; ONG, assemblées citoyennes, etc.). En termes de contenu, le pacte sociétal aurait une portée encore plus large (que le pacte social), en intégrant par exemple des objectifs en matière de plus grande égalité socio-culturelle, ou des objectifs climatiques ». Ce que le Front poursuit comme objectif, c'est donc bien la réalisation d'un *pacte sociétal*, puisqu'il appelle à la mobilisation d'un nombre large d'acteurs sur des enjeux qui dépassent de loin les questions liées au monde du travail. Une première, donc... et le défi est de taille !

Est-ce le bon moment ?

Pour Christine Steinbach, directrice de la Fondation Travail-Université, « c'est évident que c'est nécessaire ! Ce ne sera pas facile pour de multiples raisons, notamment liées à l'évolution du monde du travail. De plus, la gauche est traversée par de multiples courants, ce qui est à la fois une richesse et une difficulté. Enfin, nos adversaires ne sont plus aussi facilement identifiables que par le passé. Mais il faut créer des alliances inédites au départ de deux grands constats : la croissance économique est une notion du passé qui n'a plus de sens aujourd'hui pour des raisons écologiques, et la montée des inégalités est telle que le modèle actuel ne suffit plus pour freiner cette évolution ».

Alors oui, c'est le moment ou jamais de se mobiliser pour cet objectif, car la crise sanitaire a fait prendre conscience à une partie importante de la population que le monde ne tourne pas rond et qu'on ne peut plus continuer comme avant. Et le monde associatif doit s'appuyer sur cette prise de conscience collective pour battre le fer tant qu'il est chaud. Le Front prévoit la tenue d'États Généraux en automne, c'est une première étape indispensable pour coaliser nos forces, tracer les grandes lignes du pacte et définir la stratégie pour l'obtenir.

1. *Pacte social : enjeux anciens, nouveaux défis*, Evelyne Léonard, Courrier hebdomadaire du CRISP 2452, juin 2020

Nous poursuivons les

I. Gagner la bataille du récit

À court terme, nous voulons réfléchir et échanger entre nous pour empêcher qu'un récit réactionnaire ou néolibéral de la crise s'impose dans les esprits. Nous pouvons enrichir et compléter mutuellement les outils des un-e-s et des autres, et nous pouvons aussi chercher à produire des éléments communs pour un récit progressiste de cette crise et des alternatives.

II. Une mobilisation démocratique pour un nouveau pacte social, écologique et démocratique

Il s'agit de mettre en place un dispositif démocratique qui mobiliserait et articulerait les contributions du monde associatif, des collectifs militants, des syndicats, des mutuelles, etc., afin d'initier, préparer et mettre en oeuvre, dès l'automne 2020 et jusqu'en juin 2021, des États généraux pour un pacte social, écologique et démocratique. Le contexte a changé et notre société ne peut plus se permettre de reposer sur un pacte productiviste et propriétaire tel qu'il fut progressivement dessiné il y a un peu moins d'un siècle. Mais, comme notre histoire sociale le démontre, un pacte ne se décrète pas, il se gagne par la lutte.

III. Renforcer et faire converger les luttes

L'objectif est de se mettre d'accord de manière large sur les 4 priorités ci-dessus pour nous renforcer mutuellement et créer un front populaire capable de concevoir et porter des conquêtes sociales et écologiques.

Nous sommes conscient-e-s que pour réussir à créer un front dynamique, légi-

trois objectifs suivants :

time et solide dans le temps, il est essentiel de partir des expériences existantes, de les valoriser et de faire remonter des propositions concrètes issues de l'intelligence collective née de l'expérience de l'épidémie et des précédentes.

Les coopératives de couturières, les syndicats étudiants, les organisations paysannes, les réseaux d'initiatives solidaires (colis alimentaires et d'hygiène dans les quartiers, etc.), les équipes populaires, les centres sociaux, les organisations de livreurs, les collectifs de personnes sans papiers, les associations qui s'occupent des personnes sans abri, les comités de soutien aux personnes enfermées, les associations de parents de quartiers populaires, les gilets jaunes, les collectifs de chômeur·euse·s et d'allocataires sociaux, les regroupements d'habitant·e·s pour la défense des territoires... doivent, avec les autres formes plus « traditionnelles » d'organisation, prendre la place qu'ils méritent dans le champ du débat politique et dans un front commun.

Fort·e·s de ce rassemblement large et diversifié, et tout en respectant l'autonomie d'action de chacun·e, nous pourrions nous coordonner sur certaines priorités ou agendas afin de « taper sur le même clou » tous et toutes ensemble à différents moments.

Ce front, à la fois espace politique de discussion et outil au service des luttes en cours, pourra alors devenir un moteur puissant pour encourager la solidarité intersectorielle et décloisonner les luttes.

Pour vous joindre à l'initiative et contribuer dès à présent, veuillez répondre au formulaire disponible en bas du texte à cette adresse : <http://www.gresea.be/Un-front-social-ecologique-et-democratique-pour-reinventer-l-avenir>

Quels nouveaux récits mobilisateurs ?

Le récit bâti sur fond de révolution industrielle s'est nourri des concepts de progrès, de croissance, illustré par cet *American way of life*, chaque foyer devenant un petit temple de la consommation. Dans ce récit, le capitalisme promettait le bonheur pour tous. Aujourd'hui, de nombreuses voix convergent pour écrire un récit nouveau.

« *Développons nos forces à pouvoir toujours raconter une histoire de plus, un autre récit. Si nous y parvenons, alors nous retarderons la fin du monde* », plaide **Ailton Krenak**, militant des peuples autochtones du Brésil. « *Nous n'avons jamais connu qu'une seule manière de tout homogénéiser, et celle-ci nous a ôté la joie de vivre* », constate-t-il parlant de ce système planétaire qui a détruit la nature dont l'humain fait pourtant partie intégrante.¹

Le récit nouveau s'écrira dans la résistance face à un horizon mortifère. Il s'écrira dans le collectif, le bien commun remis à sa juste place. Il s'écrira dans l'action et dans la lutte. « *Il est temps enfin d'être sérieux et posé, rationnel et raisonnable. Donc radical dans la recherche d'un ailleurs. Il est temps de voir que les anomalies innombrables appellent une révolution contre la mort, contre la bêtise, contre la suffisance. Une révolution bienveillante, aimante et prégnante* », affirme **Aurélien Barrau**².

Les histoires qui s'écrivent aujourd'hui proposent d'en finir avec les inégalités et la domination des uns sur les autres. Si le récit d'hier nous a plongé dans une forme de léthargie, il est urgent de se secouer pour écrire ensemble un autre récit. Les premières pages existent, elles prennent la forme de ces alternatives portées par des citoyens, artistes, philosophes, sociologues, lanceurs d'alerte, jeunes, vieux qui marchent ensemble, protestent, revendiquent, traçant de nouveaux sillons sur la planète abîmée. Si les initiatives individuelles ne suffiront pas à changer la société, le collectif gagne du terrain. Le film **Demain** de l'écologiste Cyril Dion et Mélanie Laurent a été une révélation pour beaucoup. Les récits de l'effondrement et de la collapsologie portés par **Pablo Servigne**³ ont secoué notre volonté d'agir. A propos de la crise sanitaire, « *On vit une crise cardiaque du modèle industriel globalisé* » livrait-il, début avril sur France Inter. « *Il est urgent de faire passer des mesures en faveur du bien commun et des services publics. Veiller à la qualité de notre environnement, de l'air, de l'eau. ... Tout est à revoir. Il faut revenir à des systèmes conviviaux, dignes. On doit relocaliser une partie de notre économie et qu'elle soit plutôt tournée vers les besoins essentiels des personnes.* »

Le récit est en marche. Il a pour moteur les concepts de résistance, lutte, action, révolution et pour motif essentiel : le vivant au centre.

« *Ceux qui se battent peuvent perdre, ceux qui ne se battent pas ont déjà perdu* ». Bertolt Brecht

1. Ailton Krenak, *Idées pour retarder la fin du monde*, Ed. Dehors, mai 2020

2. *Il est temps de guérir*, Aurélien Barrau, astrophysicien, dans *Demain la terre*, Hors-série du journal *Libération*, été 2020

3. Pablo Servigne et Raphaël Stevens, *Comment tout peut s'effondrer : petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Seuil, Coll. Anthropocène, 2015.

MAINTENIR LE CAP COLLECTIVEMENT



Bruno Bauraind est le secrétaire général du Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative (Gresea).

Il a, avec d'autres représentants du monde associatif, initié la création du Front social, écologique et démocratique. Détermination et lucidité président à la construction de cet élan solidaire vers ce que beaucoup voudraient tellement voir advenir.

Contrastes :
Quels sont les objectifs du front ?

Bruno Bauraind : Le front poursuit principalement trois objectifs. Tout d'abord, créer un espace de rencontre, actuellement plutôt francophone, et de convergence. Lors de nos premières réunions, on a constaté que les acteurs collectifs (syndicats, associations, collectifs plus horizontaux) ne se connaissent pas ou très mal, malgré de multiples initiatives dans le passé... On est toujours face à des incompréhensions. Cet espace existe aujourd'hui et il faut le faire perdurer, trouver une méthodologie propre qui permette de dépasser les méfiances et les incompréhensions. Second objectif : soutenir des mobilisations existantes. Mettre en discussion le conflit social et nous mobiliser ensemble. Etre une caisse de résonance, rendre visibles les luttes sociales moins connues ou plus petites. Un des enjeux actuels est de voir si une grande manifestation pour la santé et la sécurité sociale aura lieu en septembre. Si oui, comment peut-on la soutenir ? Enfin, et c'est le troisième objectif, il faudra que le front puisse appeler à la mobilisation, mais ça demandera du temps.

On a une vision claire de ce vers quoi nous voulons aller mais nous sommes lucides et nous savons que cela peut échouer. Nous voulons éviter au maximum la répétition du schéma de 2008 ; c'est-à-dire une relance keynésienne suivie directement de mesures d'austérité extrêmement destructrices. Nous pensons qu'il faut « faire bouillir la marmite » par le fond et

travailler à ce que la colère sociale s'exprime. C'est un travail de long terme, un travail de convergence. La compétitivité n'est pas notre problème. Il faut renouer avec certaines utopies au sein du mouvement social. C'est aussi notre objectif.

Nous ne sommes pas sûrs de parvenir à faire déborder la marmite. Dans l'histoire des mouvements sociaux, pendant une décennie, des acteurs travaillent à cela et ce n'est que lorsqu'ils s'arrêtent que la marmite déborde. La lutte n'est pas une science exacte mais ce qui est réalisé ouvre des perspectives futures, même si les résultats ne sont pas toujours directement au rendez-vous.

■ **Qu'est-ce qui, selon vous, ferait la différence aujourd'hui par rapport à des initiatives similaires qui n'ont pas vraiment porté leurs fruits ?**

□ Je ne dis pas qu'on va y arriver. Ce qu'il faut, c'est que les militants soient associés. Que ça ne soit pas seulement une plateforme de per-

manents d'association. On assiste à une professionnalisation dans le monde associatif, dans le monde syndical. C'est une bonne chose par certains côtés mais il faut aussi renouer avec une tradition de militance. C'est peut-être ce qui a parfois manqué par le passé.

Des initiatives telles que *Tam Tam* ou *Tout autre chose* peuvent être vues comme des semi-échecs ou des semi-réussites, mais elles ont jeté des bases sur lesquelles il faut aussi que nous puissions construire. Il est aussi essentiel de faire le lien, de maintenir les équilibres. Nous tentons de construire des ponts et maintenir un équilibre entre le mouvement social institutionnalisé (ce qu'on appelle les *piliers* ou les *corps intermédiaires*) et les collectifs moins institutionnalisés tels que les Jeunes pour le climat, Collectif 8 mars, Santé en lutte, les collectifs contre le racisme, pour l'écologie... Nous souhaitons les associer même si c'est parfois compliqué, car les associations ont des pratiques très différentes. Mais permettre la présence de tous les types d'acteurs de la société civile est primordial ; un équilibre entre une action sociale ou écologique institutionnelle et une action sociale ou écologique davantage d'action directe, moins centralisée. Il est trop tôt pour savoir si nous allons y parvenir.

Dans nos organisations, on milite mais cela n'a pas empêché l'échec énorme lors de la crise de 2008. On a perdu la bataille du récit et on a tous payé la crise bancaire. Les pertes ont été socialisées et, de ce fait, l'élite économique et politique a créé les conditions de la prochaine crise, celle du Covid. En 2008-2010, le monde associatif et syndical a perdu cette bataille. On ne veut pas réitérer cet échec. Donc, malgré les clivages, malgré nos désaccords, nous avons la volonté de créer quelque chose dans une perspective de la lutte sociale.

■ Nous avons perdu la bataille du récit en 2008... mais quel serait selon vous, le nouveau récit du Front ?

Le récit du Front, c'est partir d'un constat que la crise actuelle a clairement mis en lumière que les valeurs néolibérales sont liberticides, qu'elles détruisent la société (on peut parler de « sociéticide »). La hiérarchie des valeurs telle qu'elle existe aujourd'hui, détruit autant les individus que la collectivité. Ensuite, on veut construire un autre modèle à partir de la lutte. Le récit s'inspire donc de la lutte sociale et de la lutte écologiste. Un des pro-

jets du Front par exemple est de construire une cartographie des luttes sociales en Belgique et d'avoir ainsi un outil qui crée du récit. Ecrire le récit c'est donc d'abord écrire le récit des luttes sociales et écologiques. On ressent actuellement que l'urgence sociale reprend le pas sur l'urgence environnementale et écologique. Or, les deux sont liées. Les urgences sociales sont évidentes mais les revendications environnementales ne peuvent pas passer au second plan, vu l'urgence...

■ Allez-vous voir ce qui se passe dans d'autres pays, trouver des alliés ailleurs ?

On essaye de créer des contacts, entre autres dans le cadre de l'Alter Summit mais ce n'est pas facile car depuis la crise grecque, il y a une tendance au repli sur les enjeux d'urgence et les enjeux nationaux. On a des contacts avec des Français, des Espagnols qui tentent de lancer des mouvements similaires. On a des échanges mais, évidemment, le premier enjeu pour le Front, c'est d'avoir des liens avec les initiatives du même genre en Flandre.

■ Comment le Front envisage-t-il de peser sur les décisions politiques ?

Le monde politique est toujours sensible à la conflictualité sociale à un moment ou à un autre. L'histoire sociale de la Belgique et de l'Europe de l'Ouest nous le montre. C'est une stratégie à long terme. Un groupe de travail se dessine dans le front pour préparer des propositions politiques assez fines sur un plan écologique et social. Des discussions vont avoir lieu entre académiques, centres de recherche d'organisations... D'autres groupes de travail se forment ; un sur l'éducation permanente, un autre sur la mobilisation et l'action. On va essayer de se répartir le travail, de faire communiquer des associations, des syndicats qui partagent les objectifs. Mais, tout cela prend du temps. La démocratie prend du temps.

■ N'est-ce pas aussi le système politique lui-même qui devrait aussi être révisé ?

En Belgique, on est face à une partitocratie. On ne peut plus parler de démocratie. Un peu partout en Europe, des gouvernements sont minoritaires. On assiste au renforcement de l'exécutif par rapport au législatif. On gouverne par ordonnance, par décret... Notre réaction à cela est d'en appeler à plus de démocratie. Mais commençons par nous en organisant des débats, des assemblées ; lais-

Je ne crois pas à la seule addition des petites bonnes volontés. Il en faut, c'est revigorant, ce sont des laboratoires mais nous avons besoin de transformations sociales d'ampleur et d'un mouvement social pour les porter.

► sons le temps aux gens de les articuler, de débattre, de ne pas être d'accord entre eux. C'est cela aussi renforcer la démocratie.

On ne nie pas qu'il faudra que les organisations du mouvement social, à un moment, fassent pression sur les partis politiques mais on ne nie pas non plus que vu l'organisation politique actuelle, les leviers sont tout de même assez faibles.

■ **Dans cette période de sortie du confinement, voyez-vous des signes encourageants qui donnent à penser qu'on ne commettra plus les erreurs du passé ?**

□ Je vais plutôt répondre à cette question en tant que chercheur du Gresea car il y a certainement différentes analyses au sein du Front, et nous n'en avons pas débattu largement. Depuis 2008, en ce qui concerne la question de la conflictualité sociale, il n'y a jamais eu autant de luttes. Certes, elles sont plus fragmentées qu'avant. Les acteurs ont changé, évolué. Ça se voit au niveau associatif, au niveau syndical aussi. Beaucoup plus de gens luttent de manière parfois radicale. Il y a eu par exemple une mobilisation de personnes sans papiers pendant le confinement alors que le droit de manifester était suspendu.

Cette multitude de luttes sociales, démocratiques nous donne beaucoup d'espoir. Mais il faut aussi reconnaître que l'extrême fragmentation de ces luttes et une certaine méfiance envers les grandes organisations politiques ou syndicales peut s'avérer dangereuse, même si on peut comprendre, expliquer cette méfiance. On a besoin de projets de société macro, de projets politiques et pour le moment c'est plus difficile. Le nombre de grèves diminue peut-être mais il y a de plus en plus d'actions collectives ; leur répertoire s'élargit. Comme par exemple, tourner le dos à Sophie Wilmès...

Il faut être vigilants face à cette fragmentation, voir comment articuler ces différentes luttes et envisager comment inscrire les initiatives micro-sociales dans un récit politique plus large pour qu'elles puissent perdurer et contribuer à une transformation sociale. Pour le moment, ça fait un peu défaut. Il faut penser à la manière de proposer des changements macro-économiques, comment imaginer les

relations politiques, démocratiques, la transition énergétique... Ce sont des questions qui ne peuvent se régler par une somme de petites initiatives locales. Elles demandent des moyens, des rapports de force qui doivent se créer à un niveau belge, européen. Je ressens par rapport au monde militant une méfiance à ce niveau. Je ne crois pas à la seule addition des petites bonnes volontés. Il en faut, c'est revigorant, ce sont des laboratoires mais nous avons besoin de transformations sociales d'ampleur et d'un mouvement social pour les porter. Même si des initiatives telles qu'un potager collectif retissent du vivre ensemble et c'est très intéressant, mais y ajouter une perspective de transition énergétique est important.

Il faut un équilibre entre organisations plus institutionnelles et collectifs moins institutionnalisés pour peser dans le débat politique, pour peser sur des propositions plus structurées.

■ **Qu'auriez-vous envie de dire en termes de conclusion ?**

□ Ce Front est une dynamique en construction née dans le confinement, période durant laquelle créer du lien était complexe. Une autre difficulté est d'arriver à être dans le court terme, face à cette urgence de peser politiquement pour ne pas voir un programme d'austérité hyper violent s'installer. Mais il faut également se donner du temps pour construire des liens et construire un mouvement social solide sur le long terme. On est donc face à une difficulté d'articuler court terme et long terme. Il faut aussi trouver un équilibre entre le débat, la réflexion, la construction de revendications mais aussi l'action.

Et puis, il faut que le mouvement social fasse à nouveau peur. Car si on ne fait pas peur, on ne peut pas changer les choses. Pour créer un rapport de force politique ou social, il faut être capable de faire peur par le nombre, par les actions. Il faut absolument créer un espace de convergence car on est bien conscients des risques que fait peser la pandémie sur les finances publiques, sur les inégalités sociales, sur la transition énergétique et écologique.

*Interview réalisée par
Laurence Delperdange*



ISI informatique



Wallonie



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Digitec 
SOLUTION